

Il faut créer de nouveaux emplois locaux

Grégor CHAPELLE
Président de la Coopérative d'Activités Bruxelles Emergences
→ www.beimg.be

► L'insécurité à Bruxelles.

► On ne résoudra rien à cette question sans se pencher sur la cause profonde du malaise: la crise majeure de l'emploi.

On nous rebat les oreilles depuis des semaines avec le problème de l'insécurité bruxelloise. Oui, il est fondamental d'investir dans une véritable police de proximité, une police qui connaisse nos quartiers. Mais cela ne suffira pas. On ne résoudra rien à cette question sans se pencher sur la cause profonde du malaise bruxellois : la crise majeure de l'emploi. Là est la cause principale de nos maux : les familles sans logement, les quartiers entiers exclus de la reconnaissance sociale, la violence en hausse. Plus de 20% de chômage à Bruxelles ? Impressionnant. Mais les chiffres le sont plus encore lorsqu'on les considère en valeur absolue, 104 552 chercheurs d'emploi. Parmi ceux-ci, 60 000 ne disposant pas de diplôme du secondaire, 60 000. Combien d'offres d'emploi disponibles ? 6 524 (statistiques Actiris du mois de janvier). La disproportion entre l'offre d'emploi et la demande n'a jamais été aussi élevée. L'écart entre les

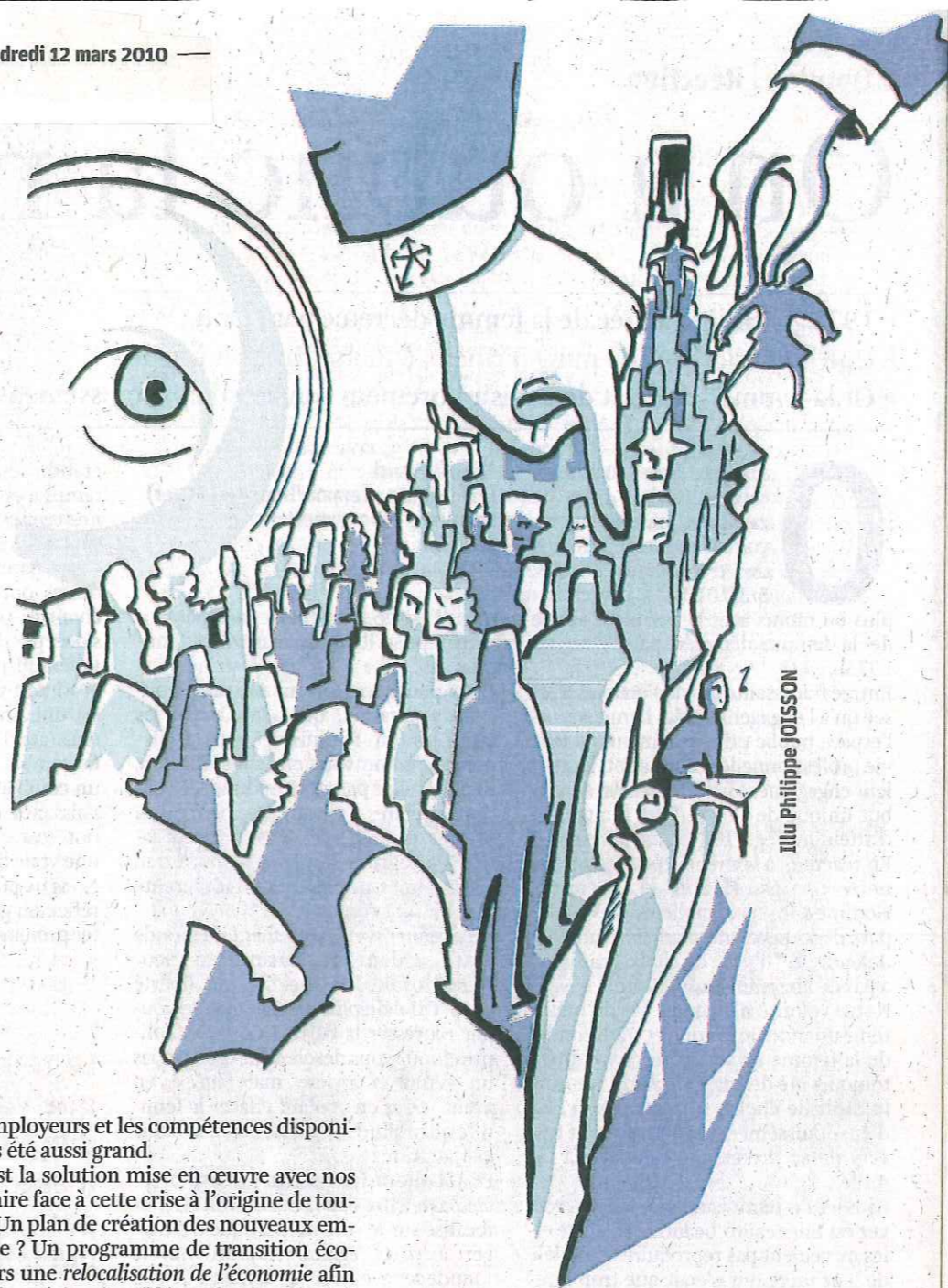
besoins des employeurs et les compétences disponibles n'a jamais été aussi grand.

Alors quelle est la solution mise en œuvre avec nos impôts pour faire face à cette crise à l'origine de toutes les crises ? Un plan de création des nouveaux emplois de la ville ? Un programme de transition économique ⁽¹⁾ vers une *relocalisation de l'économie* afin de préparer la nécessaire "dépendance zéro" à l'énergie fossile ? Non, l'Etat fédéral investit dans le contrôle (en novlangue on dit "l'accompagnement") des chômeurs. A Bruxelles, par exemple, les fonctionnaires sont chargés de contrôler les 105 000 chercheurs d'emploi pour lesquels 6 500 offres sont disponibles. Un peu comme si la STIB, face aux critiques de ceux qui se plaignent du manque de trams, décidait d'investir dans une armée de fonctionnaires chargés de convoquer "ceux qui ne prennent pas le tram afin qu'ils prouvent qu'ils ont vraiment essayé de prendre le tram". L'économie de nos villes n'a pas besoin de plus de fonctionnaires-contrôleurs. Elle a besoin d'un nombre plus élevé de trams et de chauffeurs motivés. Elle a besoin d'un nombre plus élevé d'entreprises d'économie sociale et d'entrepreneurs sociaux motivés.

Mais pas si vite. Avant la solution, penchons-nous sur l'origine des choix posés. Pourquoi cette "politique du contrôle" a-t-elle été choisie ? Comment un gouvernement fédéral de centre droit (le PS est le seul parti de gauche du gouvernement fédéral) a-t-il décidé de répondre au problème du chômage par une augmentation du nombre de fonctionnaires. La vérité est dure à entendre mais elle est toute simple pour des raisons idéologiques. Le plan national d'activation des chômeurs est un outil de propagande au service de l'idéologie de marché. Dans cette vision simplifiée du monde, il est indispensable de faire pe-

ser sur les perdants les causes de l'échec du système. Plutôt que la responsabilité collective, il faut pointer la responsabilité individuelle. Le message est fort. Il est crédible. Et il est donc cru. "Ceux qui ne trouvent pas d'emploi n'en trouvent pas, parce qu'ils ne cherchent pas assez alors il faut les contrôler". Les statistiques montrent pourtant tous les mois le caractère purement idéologique de cette politique. A moins que l'objectif ne soit justement de gaspiller nos ressources communes pour affaiblir l'Etat.

Il faut en revenir aux fondamentaux. Lorsqu'un tel écart existe entre le nombre de chercheurs d'emploi et le nombre d'emplois disponibles, la réponse n'est évidemment pas dans un contrôle absurde, elle est dans la création de nouveaux emplois adaptés à la force de travail disponible. Il faut créer de nouveaux emplois locaux adaptés aux qualités des chercheurs d'emploi. Là est la piste la plus crédible pour créer le cercle vertueux qui mènera à l'estime de soi, à la volonté de se former en travaillant, à un avenir possible pour les enfants et donc à la convivialité dans nos quartiers. Comment ? En soutenant massivement la création de nouvelles entreprises d'économie sociale et en investissant dans un plan d'activation... des entrepreneurs sociaux. Qu'est-ce qu'une entreprise d'économie sociale ? Il s'agit d'une entreprise marchande dont l'unique but



Illu Philippe JOISSON

Là est la piste la plus crédible pour créer le cercle vertueux qui mènera à l'estime de soi, à la volonté de se former en travaillant, à un avenir possible pour les enfants et donc à la convivialité dans nos quartiers.

n'est pas le profit. Si elle cherche à être rentable, c'est pour pouvoir offrir une valeur sociale ajoutée à ses usagers ou à ses travailleurs en leur offrant un vrai contrat de formation par le travail. L'avantage majeur de l'économie sociale ? Elle est par essence, comme je le défendais dans mon livre "Lettre à mon Parti", déconnectée du capitalisme et de son chantage permanent à la délocalisation. Surtout, sa proximité avec les citoyens la rend capable d'accompagner l'indispensable transition vers une économie locale, une économie qui réduise sa dépendance aux énergies fossiles, une économie qui réapprenne à s'inspirer de la nature et de sa capacité à puiser sa force dans les énergies renouvelables et dans la récupération de ses propres déchets. De quoi parle-t-on ? Des nouveaux emplois - non délocalisables ! - dont nos villes ont impérativement besoin pour organiser la transition économique vers la fin du pétrole : les services aux personnes ou aux entreprises, l'éco-rénovation (isolation, panneaux solaires et éoliennes domestiques), la récupération, le tri et le recyclage des déchets, la mobilité, les livraisons à domicile des fruits et légumes que nous devons réapprendre à produire et consommer localement...

Le rôle des élus dans cette opération ? Soutenir financièrement ces entreprises qui relèvent le défi que personne d'autre ne veut relever. Oui, il est justifié que nos ressources soient mises à contribution et non, il n'y aura pas de "distorsion de la concurrence", puisque les entreprises d'économie sociale font le boulot qu'aucune entreprise du secteur privé ne veut faire : embaucher les personnes peu qualifiées, "les incompetents", les former, puis se débarrasser des meilleurs pour les remplacer par des non qualifiés. Comme le dit très justement Christian Arnspurger, ce sont en réalité les entreprises capitalistes qui font de la concurrence déloyale en se chargeant du plus facile : embaucher les très bons et tout faire pour les garder (quand tout va bien) ou bien s'en débarrasser au premier carrefour (dès qu'un actionnaire se plaint).

Concrètement, il faut cesser d'investir dans une armée de fonctionnaires-contrôleurs et récupérer ces ressources pour investir dans la création d'emplois non délocalisables. Au niveau fédéral, plutôt que de baisser sans condition l'impôt sur les sociétés comme l'ont fait les intérêts notionnels, supprimer ou diminuer l'impôt sur les sociétés à finalité sociale. Au niveau régional, soutenir les entreprises d'économie sociale en subsidiant massivement les postes de formateurs au sein de celles-ci. Au niveau communal : réserver un pourcentage de nos marchés publics (50) aux entreprises d'économie sociale locales.

L'insécurité à Bruxelles, elle est d'abord insécurité économique et sociale qui dégénère en violence sociale puis en violence tout court. Il n'est pas question ici d'exonérer les auteurs de crimes ou de délits de leur responsabilité individuelle. Mais rien ne justifie de nous exonérer de notre responsabilité collective, de nos choix politiques.

→ (1) Voir à ce sujet les excellentes propositions de Christian Arnspurger sur <http://transitioneconomie.blogspot.com/>